

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 513-22-PM**

**RÈGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT  
CHEMIN DU MILIEU DU 29 AOÛT AU 09 SEPTEMBRE 2022**

Le Maire de la commune de BORDÈRES,

- Vu le Code de la route,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ainsi que les textes qui l'ont modifié et complété,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande reçue le 12 mai 2022 de la société 2B RÉSEAUX, 12 avenue du Béarn à IDRON (64), représentée par M. Florian COUPEAU, qui doit effectuer le raccordement au réseau électrique de la propriété MAHET sise 18 chemin du Milieu à Bordères,
- Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes :

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Du 29 août 2022 au 09 septembre 2022 inclus, date prévisionnelle de fin des travaux de raccordement au réseau électrique de la propriété MAHET sise 18 chemin du Milieu à BORDÈRES, la circulation et le stationnement seront réglementés comme suit :

- la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par des feux tricolores.
- le stationnement sera interdit au droit du chantier.

**Article 2 :**

Par dérogation à l'article 1 du présent arrêté, et suivant l'avancement du chantier, l'accès des véhicules des forces de l'ordre et des véhicules d'incendie et de secours sera facilité.

**Article 3 :**

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place au plus tard la veille du début des travaux, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par la société 2B RÉSEAUX.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

**Article 4 :**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces opérations.

**Article 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :**

Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la mairie et affiché en mairie. Conformément à l'article R.421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

**Article 7 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Nay Pontacq
- La société 2B RÉSEAUX

Fait à BORDÈRES,  
Le 23 août 2022

Le Maire,  
Michel MINVIELLE-GUILLEMARNAUD

